

L'OTAN prend la direction de la guerre contre la Russie et le caniche Macron exulte

écrit par Christine Tasin | 21 juin 2024

- **Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg a indiqué mercredi vouloir que les pays membres "adoptent un paquet complet de mesures pour l'Ukraine".**
- **La coordination de l'aide militaire à l'Ukraine passera aussi bientôt des mains des États-Unis à celle de l'Otan.**
- **La France est partie prenante de ces négociations pour obtenir un consensus d'une augmentation de l'aide militaire. Explications.**
- **Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg a indiqué mercredi vouloir que les pays membres "adoptent un paquet complet de mesures pour l'Ukraine".**
- **La coordination de l'aide militaire à l'Ukraine passera aussi bientôt des mains des États-Unis à celle de l'Otan.**
- **La France est partie prenante de ces négociations pour obtenir un consensus d'une augmentation de l'aide militaire. Explications.**

Pour déclarer la guerre à la Russie, il faut consensus entre les états membres de l'OTAN, autant dire unanimité.

Or, la Hongrie, proche de la Russie, traîne des pieds... Ils sont donc en train de signer une dérogation qui permettrait à la Hongrie de rester droit dans ses bottes en étant neutre dans la déclaration de guerre à l'Ukraine (c'est pour ça que Von Der Leyen a tapé fort Orban au portefeuille la semaine dernière ? Pour acheter son abstention au lieu de le laisser s'opposer ?)

Les autres pays pourraient donc signer à l'unanimité sauf une abstention la déclaration de guerre à l'Ukraine de tous les pays de l'UE, sans que les peuples aient été le moins du monde consultés...

Notre seule chance d'échapper au pire ? L'élection de Trump, mais ils sont bien capables de déclarer la guerre avant...

Trouver un accord pour intensifier l'aide militaire accordée à l'Ukraine. Le secrétaire général de l'Otan, [Jens Stoltenberg](#), enchaîne ces derniers jours les déplacements dans les pays membres de l'Alliance transatlantique et rappelle son ambition pour les prochaines semaines : continuer coûte que coûte à soutenir Kiev face à l'invasion russe. "Je m'attends à ce que les Alliés adoptent un paquet complet de mesures pour l'Ukraine", a ainsi déclaré le responsable mercredi, lors d'une prise de parole à Bruxelles (Belgique). L'objectif ? [Maintenir a minima l'aide actuelle déjà fournie à l'Ukraine](#) par les pays membres de l'Otan, autour de 40 milliards d'euros par an.

Pour ce faire, les États membres devront trouver un consensus en vue du prochain sommet de l'Alliance, prévu à Washington (États-Unis) du 9 au 11 juillet prochain. L'accord est attendu au plus tard durant le rendez-vous

international. **Surtout, l'Otan va en parallèle récupérer la coordination de cette aide internationale apportée à l'Ukraine,** a annoncé dans le même temps Jens Stoltenberg. Jusqu'à présent, cette compétence était organisée par les États-Unis, au sein du Groupe de contact sur la défense de l'Ukraine, aussi surnommé [groupe de Ramstein](#), une coalition regroupant 56 membres (54 pays, l'Otan et l'Union européenne).

Un plan devant être approuvé par la quasi-totalité des pays membres, dont la France

Quelles vont être les conséquences de tous ces changements, notamment pour la France ? Va-t-elle être obligée par l'Otan d'envoyer [des armes supplémentaires à l'Ukraine](#) ? Impossible de répondre par l'affirmative à cette interrogation, pour plusieurs raisons. D'abord, le consensus sur l'ampleur de ce nouveau plan d'aide transatlantique n'a pas encore été entièrement trouvé. Plusieurs réunions ont eu lieu ces dernières semaines pour tenter de faire avancer les choses. *"Qui va donner quoi dans les 40 milliards d'euros ? C'est ça la question. De ce qu'on entend dans les discussions, rien n'a encore été décidé officiellement, il pourrait s'agir d'un pourcentage du PIB de chaque pays"*, analyse pour TFlinfo Estelle Hoorickx, spécialiste de l'Otan et chercheuse à l'Institut supérieur de Défense de Bruxelles.

La raison d'être de ce plan en lui-même ne semble toutefois plus faire l'objet de beaucoup de doutes. Viktor Orbán, premier ministre de la Hongrie, seul État de l'Otan susceptible de vouloir bloquer l'accord, a directement négocié avec Jens Stoltenberg pour obtenir la non-participation de son pays à cette nouvelle salve d'aides. Concrètement, à l'issue des discussions entre les deux hommes, Budapest *"ne peut pas changer les décisions des 31 autres États membres"* mais il *"ne contribuera pas financièrement et n'enverra aucun homme à cette guerre"*, a expliqué le dirigeant d'Europe centrale. **En contrepartie, le**

plan d'aide pourra être approuvé à l'unanimité moins la Hongrie pour être effectif.

Un engagement avant tout "moral"

Par ailleurs, l'engagement financier de la France – et des autres pays membres – vis-à-vis de l'Ukraine, une fois ce nouveau plan établi, existera bel et bien, mais avant tout d'un point de vue "moral", rappelle Estelle Hoorickx. "L'OTAN n'est pas une institution qui a un pouvoir juridique, donc les États restent toujours souverains", précise l'experte. "Mais, à partir du moment où ils s'engagent moralement dans un processus et dans une décision, on attend quand même que les pays aillent jusqu'au bout. Ou en tout cas s'engagent dans la mesure du possible par rapport à ce qu'ils sont capables de faire."

Une subtilité que la chercheuse compare à l'obligation pour les États membres d'allouer aujourd'hui 2% de leur PIB à des dépenses de défense de l'Otan. Or, si cette mesure a été décidée il y a dix ans, tous les gouvernements de l'Alliance n'y contribuent pour le moment pas à cette hauteur, malgré leur engagement. La France et les autres pays de l'Otan resteront aussi libres de continuer à engager des plans de soutien bilatéraux envers Kiev, sans que cela contrevienne au plan global. "La France vient encore de prendre des engagements pour fournir des Mirage ou former des futurs pilotes", mentionne Estelle Hoorickx. "Donc tout ça continuera, malgré cette coordination et cette aide pérenne à l'Ukraine, chapeauté par l'OTAN."

En revanche, le passage de la coordination de l'aide militaire pour l'Ukraine d'une présidence américaine à une gouvernance de l'Otan marque une autre volonté, moins affichée, selon les observateurs. Pour eux, il s'agirait d'empêcher Donald Trump de ruiner l'ensemble des dispositifs mis en place pour soutenir les troupes de Volodymyr Zelensky

si le milliardaire venait à faire son retour à la Maison-Blanche.

Les inquiétudes sur la possible politique menée par Trump pour combattre l'invasion russe inquiètent en effet. En avril dernier, l'ancien président avait publié à ce sujet un message en forme de mise en garde sur le réseau social Truth Social : *“comment se fait-il que les États-Unis aient engagé plus de 100 milliards de dollars dans la guerre en Ukraine, plus que l'Europe, alors qu'un océan nous sépare !”*

<https://www.tflinfo.fr/international/video-guerre-ukraine-ussie-l-otan-va-t-elle-imposer-a-la-france-de-nouvelles-livraisons-d-armes-a-l-ukraine-2303867.html>